



Sortir de la jungle où s'ébattent en liberté
les carnassiers du profit :

Pour un 1^{er} mai de lutte !



M. Besson dit que la jungle est un biotope intolérable pour l'espèce humaine et donc qu'il va détruire celle qui cerne Calais.

Que vont devenir les centaines de très jeunes gens qui accourent de bien loin dans ce cul-de-sac ? Quelles mesures vont être prises contre les raisons qui poussent tant d'adolescents et de presque enfants à quitter leurs pays dans des conditions abominables et à venir se cogner à la mer du Nord, aux trafiquants divers et à une police submergée, désemparée et obéissant à des ordres indignes ?

La jungle qui se cache derrière les buissons crasseux des dunes du Calais est celle de la société que nous fabriquons le président de la République et ses troupes de ministres, d'idéologues, de journalistes, de profiteurs.

Le mois dernier, 434 300 jeunes gens de moins de 25 ans se sont retrouvés au chômage complet.

Le président de la République a donc eu une idée : un plan pour l'emploi des jeunes. Il s'agit de mesures sans originalité et dont l'efficacité est loin d'être démontrée. Les sommes annoncées proviennent en grande partie de redéploiements de fonds existants. Plus grave : l'accent est mis fortement sur l'apprentissage.

Premièrement, on sait déjà les limites de cette filière de formation, aléatoire, fondée sur le talent supposé ou espéré de professionnels dans leur discipline, mais amateurs en pédagogie. On connaît le tri social effectué par cette filière. On connaît son taux d'échec important. On sait que le plus grand nombre de jeunes formés de cette façon est moins

capable de se défendre face à un employeur et moins capable d'intégrer les progrès techniques.

Deuxièmement, ce plan de formation des jeunes néglige totalement l'enseignement professionnel initial public comme l'enseignement technologique initial public. Ce sont deux filières d'excellence qui permettent la formation de nombreux lycéens tout à fait capables de progresser dans leur profession et dans leur statut social.

Le gouvernement montre une fois de plus qu'il persiste dans son entreprise de démolition du système éducatif français, et qu'il persiste à vouloir confier l'enseignement professionnel et technologique aux patrons.

L'évolution accélérée des lycées professionnels vers les lycées des métiers est le signe concret de cette volonté à laquelle nous devons nous opposer farouchement.

Ces gens-là n'aiment pas les jeunes. Leur modernisme ne s'exprime que dans le passage du renard dans le poulailler au fauve libéral dans la jungle d'un monde où ils auraient effacé toute notion de solidarité.

Il y a une logique inacceptable dans l'affaiblissement du revenu de l'impôt direct, dans la loi TEPA, dans le bouclier fiscal, dans la suppression de la taxe professionnelle, dans la destruction des missions de service public.

Une alternative à cette politique de catastrophe se trouve dans la plateforme commune intersyndicale du 5 janvier.

La chasse au fauve libéral est ouverte

Le bon M. Kessler qui a annoncé il y a quelques mois qu'il fallait se débarrasser des vestiges-même du programme du Conseil National de la Résistance, PDG du 1^{er} groupe français de réassurance, a baissé la part variable de son salaire de 27 % quand son patron à l'Élysée a recommandé d'afficher moins d'indécence. Dans le même temps, il a augmenté la part fixe de ce salaire de 50 %. Ce qui lui fait la modeste somme SUPPLEMENTAIRE de 83 624 euros. Même chose pour le PDG d'AXA. Ces gens-là ne manquent pas d'assurance...

Les usines ferment les unes après les autres. Les ouvriers et tous les personnels n'acceptent plus et expriment de plus en plus clairement leur exigence que ça s'arrête, que ça change.

Les services publics, atteints de RGPP galopante, plus mortelle que la fièvre porcine, se défendent eux aussi. Leurs salariés, eux aussi, doivent s'unir et se dresser, tous ensemble, contre cette casse.

L'éducation nationale, l'université, atteintes de Darcosite aiguë et de fièvre Péresse maligne, doivent, elles aussi, prendre des remèdes de cheval contre les suppressions de postes, la casse de statuts, la corruption des missions.

Il est contradictoire que, prétendant agir pour l'emploi des jeunes, le gouvernement en tant qu'employeur continue de supprimer 30 000 emplois de fonctionnaires qui auraient constitué autant de vrais débouchés pour des jeunes sortant de formation, qui vont à la place se voir au mieux condamnés à la précarité et qu'il maintienne toutes les incitations aux heures supplémentaires qui vont à l'encontre de la création d'emplois.

Une alternative à cette politique de catastrophe se trouve dans la plateforme commune intersyndicale du 5 janvier.

Ce sont d'autres choix dont la jeunesse, avec l'ensemble des salariés, a besoin et les manifestations du 1^{er} mai seront une nouvelle occasion d'agir pour ces choix.

Salariés du secteur public, soyons nombreux, très nombreux, ce Premier Mai à 10 heures, aux côtés de nos camarades du privé, à Pau, à Bayonne, à Mauléon, à Hendaye, pour faire de cette journée une magnifique étape de la lutte que nous menons, ensemble depuis début janvier, pour que ça change !

U&A FSU 64, le 25 avril 2009

Grândola ville brune
Terre de fraternité
Le peuple est celui qui commande le plus
En toi, oh, cité

Terre de fraternité
Grandola, ville brune
Dans chaque cœur, l'égalité
Le peuple est celui qui commande le plus

A chaque côté un ami
A chaque face, l'égalité
Grândola ville brune
Terre de fraternité

cette chanson de Jose Afonso, diffusée au matin du 25 avril 1974, servit de signal au déclenchement de la Révolution des œillets au Portugal, il y a 35 ans.

